



Monstruosités au Darfour, Force Hybride ? Vent d'Espoir au Sud

Darfour, « enfer sur terre », situation « pire que jamais ». Le nombre de tués, hommes, femmes et surtout enfants, de morts de misère, de femmes violées, de villages brûlés, de déplacés, de camps de déplacés attaqués, de bombardements de civils, augmente régulièrement. Chaque malheur est un drame.

Que faire? L'urgence est extrême pour les infortunés Darfouris.

Elle l'est aussi du point de vue diplomatique. Fin décembre, le mandat des forces de l'Union Africaine (UA) au Darfour se termine. Celui de Kofi Annan aussi. Pendant que son successeur s'installera, choisira éventuellement de nouveaux collaborateurs, du temps s'écoulera, mortel pour les Darfouris. Le 1er janvier, le Congrès américain deviendra démocrate. Sa politique soudanaise pourra changer. Or Khartoum a définitivement refusé la venue des Casques Bleus, menaçant de jihad et de fleuves de sang, malgré une pression internationale certes plus ou moins forte mais unanime, si l'on excepte la Russie, la Syrie, et la Libye. L'opération est dans la pratique quasi impossible sans l'accord de Khartoum.

Pour calmer les esprits, le Soudan a répété sa promesse, faite cette fois à l'Union Africaine. Il allait désarmer les janjawid dans les deux mois. C'était mi-octobre et depuis leur nombre a considérablement augmenté. L'armée avait en effet perdu deux batailles contre les rebelles non signataires qu'elle avait attaqués, ses nouvelles recrues n'avaient pas le coeur à lutter. De nouveaux janjawid ont donc été engagés pour tout ravager. Un second effort du Soudan fut d'accepter une renégociation d'articles de l'accord de paix avec les rebelles non-signataires. Bisbilles au Congrès National au pouvoir? Certes les rebelles ont de grandes difficultés à s'entendre, ce qui convient à Khartoum qui ne veut pas négocier en position de faiblesse avec des gens qui lui ont infligé deux défaites. Mais d'autres souhaitent à l'évidence une solution militaire.

Renonçant à imposer les Casques Bleus, les NU firent un état des lieux. L'Union Africaine (UA) avait demandé aux NU de prendre la relève. Son mandat est notoirement insuffisant. Ses troupes sont découragées; elles ne reçoivent pas leur salaire; la population qui juge l'UA responsable d'un accord de paix trouvé néfaste et reproche à ses hommes de ne pas la défendre, est très montée contre elle. Celle-ci doit aussi participer à la mise en oeuvre de feu l'accord de paix, -mission impossible- et vérifier l'embargo sur les armes et les troupes imposé par les NU, ce qu'un couvre-feu adroitement imposé par Khartoum l'empêche de faire.

Les Nations-Unies envisagèrent une autre solution. Il fallait renégocier certaines parties de l'accord de paix, sous ombrelle UA et NU. Quant aux Casques Bleus, un projet final de force hybride comportait à terme des financements et une direction NU, le général en chef étant choisi de concert par les NU/UA, et 20 000 hommes pour moitié NU/UA, ces derniers étant de préférence africains.

La force devait s'intéresser aux débordements du conflit à l'étranger. Foin de l'élargissement du mandat, le droit pour la force d'aller et venir autoriserait quasiment tout. Kofi Annan mit en scène une rencontre avec le Soudan au siège de l'Union Africaine qui co-présidait, en présence de délégués des membres permanents du Conseil de Sécurité, de divers pays africains, de l'Union Européenne et de la Ligue Arabe, etc. Il semble bien que ce fut le ministre des Affaires Etrangères, Lam Akol qui signa, n'excluant que le nombre d'hommes prévus qui lui semblait trop important et pour lequel il devait consulter son commettant.

Kofi Annan, la Ligue Arabe, le ministre Douste-Blazy exultaient.

Lam Akol de retour à Khartoum, catastrophe. Béchir refuse tout sauf le financement des NU, et la présence de quelques experts revêtus de la tenue UA verte. Ma foi, signé, c'est signé. Les NU et en particulier les Etats-Unis, font pression sur le Soudan pour la date de la mise en oeuvre du projet. Khartoum faisant la sourde oreille, les Etats-Unis menacent d'un mystérieux plan B. Fuites ou élucubrations de journalistes, il s'agirait de bombarder les installations militaires soudanaises.

Le Soudan a ratifié un accord de paix avec le Front Est qui n'a toutefois que sa signature comme garantie de mise en oeuvre.

Un vent d'espoir souffle au Sud. Khartoum semble amorcer un changement politique.

L'Egypte s'inquiète d'un référendum qui pourrait amener l'indépendance du Sud dont elle craint qu'elle n'ait un impact négatif sur sa quote-part des eaux du Nil. En ce sens, elle juge désastreuse la politique soudanaise de non application de l'accord de paix. Lors du passage de Salva Kiir au Caire, elle a pris des engagements concernant les infrastructures du Sud et signé de nombreux contrats. Elle presserait Khartoum d'agir avec plus de bonne foi.

De son côté le Congrès National (CN, parti de Béchir) prend conscience qu'il ne peut se permettre de perdre le Sud sans perdre le pouvoir. Béchir est donc venu tout sourires à Juba. Il a dit que le problème d'Abyei avançait. Il a promis de s'occuper de ses milices pro-gouvernementales qui errent encore au Sud, causant de grands dégâts. D'autre part, l'armée soudanaise ne s'est pas encore retirée des régions pétrolières. Béchir tente un compromis. Les Unités jointes (Armée/ALPS) devraient prendre la relève. Il ne semble pas que le Sud accepte. Auparavant le même Béchir débloquent le conflit de la Commission pétrolière. Contrairement aux accords de paix, Khartoum voulait que son rôle se limite à une surveillance, sans pouvoir de décision. Désormais ce n'est plus le cas. Quand le problème d'Abyei et celui des forces en régions pétrolières seront réglés et que la Commission des frontières oeuvrera, il n'y aura presque plus de contentieux entre gouvernement fédéral et Sud-Soudan. A condition que le référendum ait lieu.

Bételgeuse

FREMISSEMENT DE L'OPINION ARABE

Appel d'intellectuels arabes

A ce jour, 146 intellectuels arabes dont soixante-quatre résidents en France, viennent de rappeler l'horreur du Darfour. Ils protestent contre le silence du monde arabe. Ils appellent les politiques et la société civile à faire pression sur leurs Etats et leurs organisations régionales pour un cessez-le-feu et forcer le gouvernement soudanais à trouver une issue au conflit, pacifique et respectueuse des droits des Darfouris.

Deshonneur au Darfour

Aijaz Zaka Sayed
Khaleej Times (Résumé)

Plus de 300 000 morts, 3 millions de personnes chassées de chez elles.

Pourquoi les 1,6 milliard de musulmans du monde, si rapides à se mobiliser pour de légères injustices, sont-ils silencieux devant la grande tragédie du Darfour? D'abord l'immense majorité d'entre eux ignore ce qui s'y passe. Ensuite ils soupçonnent que le cri de l'Occident est motivé politiquement, comme toujours. Ce soupçon n'est pas infondé. Moyen-Orient et Afrique partagent une longue histoire de manipulations et d'exploitation par l'Occident. Même si tel était le cas, le monde musulman devrait-il ignorer le nettoyage ethnique systématique du peuple du Darfour? Nous n'avons pas oublié le nettoyage ethnique des Albanais, les massacres de masse des Bosniaques et des Kosovars. Aujourd'hui des musulmans sont massacrés, non dans un coin de l'Europe chrétienne, mais au coeur du monde musulman, par des musulmans. Peu de musulmans savent que les massacrés du Darfour sont aussi musulmans que les janjawid meurtriers.

Comme l'Occident mène les protestations contre le génocide et réclame une action contre le Soudan, la plus grande partie du monde musulman présume que l'Occident, « mauvais et infidèle », veut de nouveau attaquer les croyants. Leur ignorance a envoyé à la mort des centaines de milliers d'innocents, tous musulmans.

Voyons les choses en face. Le Darfour est l'annihilation planifiée la plus systématique d'une population musulmane par des musulmans au 21ème siècle. D'innombrables femmes ont été violées, torturées, parfois tuées. Trois millions de personnes sont chassées de leurs foyers et de leurs refuges dans un pays soi-disant arabe et musulman. Il n'est pas étonnant que les NU parlent du « pire désastre humanitaire du monde. »

Alors pourquoi, pour l'amour de Dieu, le monde musulman est-il silencieux? Où est notre conscience, notre indignation? Pourquoi ces meurtres de masse ne nous agitent-ils pas autant que celui des musulmans en Irak, en Palestine, en Afghanistan? Nous incendions toujours l'Occident pour pratiquer deux poids, deux mesures. Que faisons-nous pour le Darfour? La Ligue Arabe se refuse d'affronter le Soudan sur le Darfour. Le Soudan se plaint qu'elle ne le soutienne pas assez dans les forum internationaux. Soutenir pour quoi? Pour le meurtre et le viol d'autres musulmans?

L'organisation de la Conférence islamique qui se targue de représenter les croyants partout, doit encore se réveiller devant cette indignité continue. A la honte du monde musulman, si quelqu'un a obligé le Soudan à prendre quelques mesures superficielles au Darfour, ce sont les groupes de droits de l'homme occidentaux.

Quand les arabes et les musulmans se réveilleront-ils ?

Le parlement soudanais a jugé le rapport du Ministre de la Défense sur la Sécurité au Darfour inexact; il ne reflète pas la détérioration de la situation. Le parlement a mis sur pied un comité d'investigations. A notre connaissance, c'est une première (Sudan Tribune, 23.11).

Les confessions d'un janjawid repentant

BBC, 17 10
The Times, 18 10

Un ancien janjawid repentant s'est enfui à Londres. Son identité est tenue secrète de peur de rétorsions contre sa femme et son fils. Selon lui, le gouvernement a trompé d'innocents pasteurs en leur disant qu'ils devaient défendre leurs communautés contre des attaques de groupes rebelles africains. Il fut pressé par des anciens de la tribu, eux-mêmes pressés par des officiels.

Il partit avec 20 autres pour un camp d'entraînement où ils étaient une centaine. Leurs moniteurs portaient des uniformes de l'armée soudanaise. Le ministre de l'Intérieur Abd el Rahim Mohammed Hussein vint souvent surveiller l'entraînement. Et c'est au nettoyage ethnique qu'on les forme. « Pourquoi sans cela tuer des centaines de gens ? »

Les hommes à cheval et à chameau forment des unités distinctes. Ils sont organisés en bataillons de 500 hommes. On leur donnait 500 £ pour l'utilisation de leur chameau et 50 000 dinars de salaire. Son bataillon était dirigé par un ancien bandit. Pendant trois ans, ils détruisent un village après l'autre.

Les janjawid ne prennent pas de décisions. (Cela confirme le témoignage du chef janjawid Mussa Hillal à HRW, V.S.). Les ordres viennent toujours du gouvernement. Quand les chefs pensaient qu'une attaque de village serait difficile, ils téléphonaient pour que l'aviation bombarde le village et n'y entraient qu'en voyant les flammes. Leurs chefs leur disaient : « Tuez les Noirs! » La majorité des victimes était des civils, le plus souvent des femmes. Il y avait beaucoup de viols. Les femmes étaient entraînées un peu plus loin, et parfois on entendait un coup de fusil. « Quand nous rencontrions de la résistance, nous tuions tout le monde. » Quelques janjawid étaient saouls. Ils risquent l'exécution s'ils n'obéissent pas aux ordres. L'homme prétend n'avoir jamais ni tué, ni violé. « Je haïssais la guerre et haïssais les tueries et décidais de m'en aller du Soudan. »

Une nuit, il se faufila hors du camp, risquant d'être exécuté; il savait qu'il ne reverrait peut-être jamais ni sa femme ni son fils. Il se cacha trois jours dans les montagnes, puis alla à Kutum. Un arabe l'emmena à Mélit. De là, une voiture lui fit passer en fraude la frontière libyenne pour 50000 dinars. A Tripoli, il emprunta de l'argent à des amis soudanais et paya 1 500 \$ pour aller en Italie sur un petit bateau où 25 autres immigrants étaient empilés. Il paya encore 200 \$ pour aller à Paris en train et 300 \$ pour passer illégalement en Grande-Bretagne dans un camion contenant de l'eau en bouteilles. C'est là qu'il voulait se rendre, on lui avait dit que c'était le meilleur endroit pour les réfugiés. Il fut arrêté et envoyé à Croydon demander l'asile politique.

Il est hanté par le souvenir des villages en feu.

Les Darfouris d'Angleterre ont témoigné qu'il parlait arabe darfouris et connaissait les noms de tous les villages, les spécialistes, qu'il connaissait parfaitement bien toutes les attaques de villages.

C'est donc un vrai.

**Le 10 décembre à 15 heures,
JOURNEE MONDIALE DE PROTESTATION
CONTRE LES VIOLS AU DARFOUR
Organisée à Paris par Urgence Darfour**

Le lieu est inconnu alors que nous mettons sous presse.

Consulter le site

<www.urgencedarfour.com>

Combats

L'armée soudanaise a perdu deux importantes batailles au Darfour, l'une en septembre à Um Sidr, où les rebelles se sont réapprovisionnés en armes, l'autre la seconde semaine d'octobre à Kasakaya. Il y eut de nombreux blessés et prisonniers. Des soldats ont refusé de se battre. Plusieurs généraux ont été renvoyés. Aussi l'armée a-t-elle mobilisé des janjawid. Selon le témoignage d'un journaliste du *Sunday Telegraph* du 21 octobre, des avions déversent sur El Fasher de grandes quantités de soldats et d'armes. Le 18 octobre, un convoi de quelque 100 véhicules, plein de soldats, de mitrailleuses, de lance-roquets, a traversé El Fasher. Que peut l'UA pour faire appliquer le cessez-le-feu et l'embargo sur les armes à destination du Darfour?

Exactions

Si nous rapportons toutes les attaques de janjawid dûment documentées par les NU pour cette période, impliquant des meurtres d'enfants de moins de 10 ans, les huit pages de *Vigilance Soudan* y suffiraient à peine. Selon les NU, le 29 octobre, de 300 à 500 janjawid en uniforme, ont attaqué 7 villages et un camp de déplacés, tuant 50 personnes dont 21 enfants de moins de 10 ans. L'un d'eux dit au janjawid : « Tu as tué cet enfant, laisse-moi partir. -Non, tu grandiras. » Et il le tua. Désespoir des survivants. Il y eut aussi maints blessés.

Les attaquants disaient : « Tue-les! Massacre-les! Personne ne doit échapper. » Le pillage des troupeaux suivit. Sept mille personnes ont été déplacées. Les attaques ont eu lieu près du Jebel Moon, région tenue par les rebelles non-signataires du traité de paix. Le gouvernement a accusé des forfaits « des arabes renégats ». Le 7 novembre, les NU déclaraient recevoir quotidiennement des rapports d'attaques de civils et de véhicules humanitaires par les milices (*janjawid*) sur les routes et à l'intérieur de camps de déplacés. Des véhicules de l'Union Africaine ont été attaqués par des villageois furieux qu'elle ne les ait pas protégés.

Les autorités empêchent les journalistes de se rendre au Darfour pour qu'ils s'abstiennent de donner des nouvelles. Si, ayant eu l'autorisation de Khartoum ils y sont arrivés, on veut les faire repartir, l'une, car elle porterait la casquette d'une autre agence de presse que celle pour laquelle elle a été autorisée, l'autre, car on ne reconnaît pas le tampon du ministère de l'intérieur, le troisième, car on a trouvé une erreur de frappe sur son permis de voyage.

Humanitaire

Les autorités font obstruction aux travailleurs humanitaires, en leur opposant des myriades de demandes, bien que Khartoum ait promis par écrit de leur donner libre accès. Il a clairement dit aux ONG qu'il voulait réduire leur nombre de manière drastique, alors que 4 millions de Darfouris ont désespérément besoin d'aide.

Au Sud-Darfour, le Conseil Norvégien des Réfugiés qui aidait quelque 300 000 personnes. L'Organisation Internationale pour les Migrations a aussi été expulsée. L'allemande *Welthungerhilfe* s'est retirée, elle ne peut plus laisser ses humanitaires travailler au milieu d'un danger pareil.

Selon Fabrice Weissman, directeur de recherches à MSF, le niveau d'insécurité a obligé l'organisation à réduire ses activités. Depuis juillet 2006, des menaces de mort, des coups, des assauts sexuels et des assassinats en sus de vols à main armée, sont arrivés dans les villes et sur les routes sous contrôle gouvernemental. (*Rendant 95% des routes impraticables, NU*).

Le gouvernement porte une lourde responsabilité. Des vols à main armée si violents ne pourraient pas avoir lieu

sans la complicité au moins passive de l'imposant service de sécurité. Khartoum a répondu à la menace du Conseil de Sécurité d'envoyer des Casques Bleus par une propagande xénophobe. Tous les étrangers seraient motivés par la haine des arabes et de l'islam. Il encourage les hommes armés, venant surtout des clans arabes, à viser les travailleurs humanitaires. La violence contre eux vient de toute évidence d'une stratégie gouvernementale qui cherche à les confiner dans les villes de garnison pour éviter des témoins à leurs exactions et avoir des otages au cas où les Casques Bleus débarqueraient.

L'Etat du Darfour Ouest veut installer les déplacés dans 30 nouveaux villages près des routes, « plus sûrs » (!!!). Ces derniers, outrés, ne veulent que rentrer chez eux.

INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

Tchad Le Soudan accuse le Tchad d'attaques contre ses positions au Darfour. Mais, avec la fin de la saison des pluies, les janjawid (tchadiens et/ou soudanais) ont recommencé leurs attaques contre des villages tchadiens. Partie du Soudan, une colonne motorisée de Mahamat Nouri (UFDD, ne pas confondre avec Mahamat Nour), fait route depuis le Darfour, traverse le nord de la RCA et tient une zone triangulaire au sud-est du Tchad. Un avion français de reconnaissance survolant le Tchad est visé et manqué par un missile (soudanais?). Les combats durent toujours. Des témoins ont vu des véhicules tchadiens pleins de morts et de blessés. Un général tchadien a été tué. Selon des sources ESCIC, ces attaques sont financées par les Chinois. Le Tchad accuse le Soudan de lui avoir bombardé quatre villes. Le 25 novembre, Abéché est tombé aux mains des rebelles (Arte).

République Centrafricaine Le Nord de la RCA est en pleine anarchie. Des bandits y pillent régulièrement des villages. Le parti d'opposition UFDR, venu du Darfour, a occupé trois villes, dont une en région diamantifère, et cherche à renverser le Président Bozize. Selon ce Président, les troupes UFDR comptent des Soudanais et des Tchadiens. L'armée rebelle a chassé de chez eux 200 000 civils. L'armée RCA ne compte que 4 500 hommes. Le Tchad est venu à la rescousse.

Internationalisation Les accusations pleuvent du Tchad et de la RCA contre le Soudan et du Soudan contre le Tchad. Le rebelle tchadien UFDD étant peuplé d'arabes, le Tchad accuse le Soudan de vouloir instaurer chez lui et en RCA des régimes qui lui soient favorables. Tout le monde nie. La France ne peut plus prendre d'engagements militaires à l'approche des élections (seuls cent militaires pour la RCA). Une mission d'évaluation des Casques Bleus a étudié l'expédition d'hommes au Tchad et en RCA pour éviter que le conflit du Darfour ne se répande. Elle suggère de placer des forces onusiennes des deux côtés de la frontière Soudan/Tchad et RCA. Naturellement le Soudan n'en veut pas chez lui. Si la force hybride NU/UA vient au Darfour elle s'occupera aussi du Tchad et de la RCA.

Gadhafi déclara son opposition à la présence onusienne au Darfour: « Les pouvoirs colonialistes dans le passé nous emmenaient comme esclaves ». Ne lui en déplaise, Tripoli de Libye était un des ports de départ des esclaves dus à la traite arabe et destinés au monde arabe. Leur piste traversait le Fezzan (*Gordon Murray, Esclavage dans le monde arabe*). Les ancêtres de Gadhafi étaient impliqués dans la traite du Centre et de l'Est africain, non les nôtres.

Ce qui devient une guerre régionale, s'étend aussi au Niger où plusieurs milliers d'arabes tchadiens qui y sont installés manquent d'être expulsés après des affrontements avec des communautés locales. Depuis, selon *le Monde* (17.11), certains de leurs jeunes sont recrutés par la rébellion tchadienne au Darfour.

L'ACCORD DE PAIX DE L'EST

18 octobre

ARTICLE 5 - Les trois Etats de l'Est auront un Conseil de coordination pour promouvoir la coordination entre eux. Il sera composé des trois gouverneurs, des trois présidents d'Assemblées fédérées, de trois personnes nommées par le Front Est (*ex-rebelles*) et de six autres membres choisis par les précédents pour inclure d'autres forces politiques. (*Il n'en sera plus parlé après*).

Sans toucher au statut du Sud-Soudan, le gouvernement réunira une conférence nationale fin 2007 pour revisiter la structure administrative du pays. La Conférence comprendra des représentants, de l'exécutif et du législatif, du gouvernement central et des Etats, des partis politiques, de la société civile et des experts. Le gouvernement suivra les recommandations de la conférence.

ART.6 - Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

ART.7 - Participation du peuple du Soudan Est à tous les niveaux (*non chiffré*).

ART.8 - Le Président de la République se nommera un Assistant sur une liste fournie par le Front Est. Cet Assistant sera membre des Conseils nationaux, des Ministres, de la Sécurité et du Plan. Il sera vice-président du comité de mise en oeuvre de cet accord qui sera présidé par le vice-président (*lequel?*). Il supervisera le Fonds de Reconstruction et de Développement de l'Est. Le Président nommera un Conseiller sur une liste donnée par le Front Est (*attributions non définies*). Un poste supplémentaire de Ministre d'Etat sera attribué sur une liste du Front Est.

ART.9 - A l'Assemblée Nationale, 81 sièges seront attribués par le Front Est jusqu'aux élections

ART.11 - Le Front Est sera justement (?) représenté dans la Commission des Fonctionnaires. Un panel d'experts (*lesquels?*) déterminera la représentation des peuples de l'Est à tous les niveaux. Le gouvernement agira après son rapport. Dans l'attente, le gouvernement nommera des citoyens de l'Est aux niveaux moyen et supérieur de la fonction publique. Certains (*combien?*) seront réservés à des personnes présentées par le Front Est.

ART.13 - Le gouvernement promouvra l'éducation primaire, secondaire et technique (*pas l'université*). L'utilisation des langues locales sera encouragée dans l'éducation primaire et les médias.

ART 16, 17, 18 - Seront nommés par le Front Est, le gouverneur dans un Etat, les gouverneurs adjoints dans deux Etats, un ministre dans un Etat, un conseiller dans chacun des trois Etats, 10 sièges aux assemblées dans chacun des trois Etats et 14 autres postes.

ART.21 - Concernant la propriété de la terre, les lois seront amendées (*délais?*) pour incorporer les pratiques coutumières. Les personnes affectées par un projet seront consultées et recevront une indemnisation adéquate. Port-Soudan est administré nationalement.

ART 23 - Un fonds de Reconstruction et de Développement de l'Est sera établi immédiatement par décret présidentiel; il recevra une allocation de 100 millions \$ en 2007, 125 en 2008, 2009, 2010 et 2011. Le président du Fonds sera le ministre des Finances, les membres du conseil seront les 3 gouverneurs, les 3 ministres des Finances, 3 personnes nommées par le front Est et 2 par le Président de la République. Un Directeur sera nommé par le Président de la République sur une liste présentée par le Conseil d'administration. (*La majorité est à l'Etat*

fédéral. Il n'est pas rappelé que le fonds est « supervisé » par l'assistant du Président)

ART.25 - Sécurité, cessez-le-feu.

ART. 27 - Les combattants du Front Est qui le veulent et en sont capables rejoindront l'armée soudanaise ou d'autres forces régulières, selon leur rang. Un comité joint d'intégration s'en occupera; présidé par un officier de l'armée soudanaise, il comprendra 5 représentants du gouvernement et 5 du Front. Les combattants qui ne rejoignent pas ces forces recevront le soutien nécessaire (?). Le gouvernement en sera responsable.

ART.30 - L'état d'urgence sera levé (*fait*) et les prisonniers de guerre relâchés dans la semaine qui suivra la signature de l'accord.

ART.33 - Une Conférence Consultative sur l'accord de paix sera réunie pour apporter un soutien à l'accord et servir de forum pour que les leaders traditionnels et communautaires, les partis politiques, organisations de la société civile, syndicats, professionnels, leaders religieux, hommes d'affaires et membres de la diaspora, présentent leurs recommandations.

La merveilleuse ville de Kassala, abritée par les roches rondes du Mont Taka, avec ses marchés traditionnels, ses maisons sympathiques, ses rues ombrées, était toute gaie lors de la ratification de l'accord et de la réouverture de la frontière érythréenne.

Une décision arrogante Jan Pronk persona non grata

Jan Pronk, représentant spécial au Soudan du Secrétaire Général des NU, avait parlé dans son blog de deux dérives de l'armée soudanaise. Selon le haut-commandement de l'armée, il s'agissait de « guerre psychologique », Pronk était un danger pour la sécurité nationale, aussi par ses contacts avec les rebelles. Il était persona non grata. Deux jours après ce diktat de l'armée, le 22 octobre, Pronk avait trois jours pour quitter le pays, mais pour d'autres raisons; il avait dit que le gouvernement n'appliquait pas le DPA et arnaît les janjawid. Pronk s'efforçait surtout de faire accepter l'arrivée de Casques Bleus par Khartoum! Pronk s'est rendu à New-York pour consultations avant la fin du délai. L'Union Européenne, l'Australie, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud critiquèrent la décision. Ni Salva Kiir, second personnage de l'Etat, ni Minni Minawi, le quatrième, tous deux opposés à la décision, n'avaient été consultés.

Finalemment, les NU laissent théoriquement à Pronk son poste jusqu'au terme de son mandat, la fin de l'année; il est remplacé dans les faits par son adjoint. Il retournera à Khartoum pour lui passer les consignes. Les analystes politiques pensaient généralement que les tenants de la ligne dure à Khartoum s'efforçaient à une escalade avec les NU. Pronk est un Néerlandais de 66 ans, ancien ministre. Avait-il le droit de publier des informations sans l'aval des NU? Pas par écrit, mais rien n'est prévu pour le web.

L'image qu'il laisse est contrastée. Après la Résolution 1156 du Conseil de Sécurité en juillet 2004, demandant à Khartoum de désarmer les janjawid et de les présenter à la justice sous un mois, Pronk atténuait ces exigences, et n'obtint quasiment rien. Après la Résolution du Conseil de Sécurité 1706 d'août 2006, prévoyant l'envoi de Casques Bleus au Darfour, Pronk déclara publiquement que le Soudan n'accepterait jamais, et ce, avant toute réaction. Pronk donnait ainsi tort au Conseil de Sécurité. Il a compliqué la tâche des NU. Toutefois sa franchise, étonnante, s'est manifestée par des critiques incessantes, qu'aucun journaliste soudanais ne se hasarderait à reproduire. C'est à cause de ces critiques qu'il a été déclaré persona non grata.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Décembre 2006 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

SOMMET SINO-AFRICAIN

La Chine a invité début novembre à Pékin quarante-huit chefs d'Etat africains ou leurs délégués. Les cinq autres Etats africains qui reconnaissent Taiwan et qu'elle cherche à convertir, ont été priés comme observateurs. Quarante-et-un chefs d'Etat s'y sont rendus, dont Omar el Béchir. A côté de cela, le sommet France-Afrique ressemble à une petite réunion de famille.

Pékin était décoré d'immenses photos, danses africaines, éléphants, girafes, à la stupéfaction des badauds qui ne connaissaient de l'Afrique que ses talents au foot-ball. Le but de l'opération semble avoir été d'ajouter plus de poids politique aux échanges économiques.

Economie

Deux milliards de dollars de contrats ont été signés, cinq milliards d'allègement de dette accordés, des programmes de formation, de l'aide. Le quotidien *China Daily* a expliqué que la coopération pétrolière sino-soudanaise était un modèle de relations Sud-Sud, point de vue que *Vigilance Soudan* ne partage pas, la Société pétrolière chinoise a été complice d'atroces exactions ; elle a détruit l'environnement. Pendant la guerre froide, comme l'explique *The Economist*, la Chine dotait l'Afrique « d'hôpitaux, de stades de foot-ball et d'idées désastreuses ». Maintenant, dévoreuse de pétrole depuis son boom économique, elle exploite et importe beaucoup de pétrole africain ainsi que des minéraux et du bois. Au Sommet, des contrats ont été signés avec le Soudan pour l'exploitation de mines d'or et de fer. Lors d'une réunion avec des hommes d'affaires chinois, le ministre des Finances soudanais leur a expliqué les plans de son pays: développer les télécommunications et l'informatique.

Pour l'instant, les entrepreneurs chinois construisent routes, ponts, immeubles en important les matières premières et le personnel nécessaires, ce qui n'améliore pas l'économie soudanaise. D'autre part, les hommes d'affaires chinois vendent de tout à bas prix. Cela convient dans une certaine mesure aux Africains. Mais leurs usines commencent à être affectées par cette concurrence, malgré le faible coût de leur main d'oeuvre, à cause de l'insuffisance de l'infrastructure. Certes la Chine prête à bas taux ; elle vend aussi des armes.

Trente à quarante mille Chinois vivraient au Soudan sans leurs familles, ingénieurs, techniciens, ouvriers, hommes d'affaires.

La Chine possède en Afrique sub-saharienne près de 1,2 milliard de dollars d'investissements directs. Le commerce bilatéral est passé de 10 milliards de dollars en 2000 à 50 milliards cette année. Il doit atteindre 100 milliards en 2010.

Politique

La Chine donne d'énormes pots de vin aux gouvernements africains. Elle les aide à ignorer les injonctions des NU et les remarques occidentales sur les droits de l'homme. Les Africains ferment leurs ambassade à Taiwan et soutiennent la Chine aux NU. La Chine refuse d'adopter un code de prêt qui exige des normes environnementales et sociales. Elle a toutefois l'intention de s'investir dans les missions des Casques Bleus. Elle est désormais sensible aux critiques internationales, ne serait-ce que pour les rejeter. Elle dit être attachée à la politique de non-interférence, mais utiliser ses propres canaux.

Au Soudan, elle est liée aux violations massives des droits de l'homme en région pétrolière; elle a dans les faits permis un quasi génocide au Darfour. Toutefois, son rôle pourrait être désormais déterminant. Elle construit un oléoduc venu du Tchad qui rejoindra Port-Soudan à travers le Darfour où elle exploite du pétrole. Cela demande la stabilisation de la région. Selon la télévision chinoise, le Président chinois a reçu Béchir lors du Sommet. Il espère qu'au Darfour, le Soudan fortifiera le dialogue avec toutes les parties (*renégociera l'accord de paix*), maintiendra la stabilité et améliorera constamment la situation humanitaire. « La Chine continuera à y contribuer ». De son côté le premier ministre chinois a dit à Béchir que la Chine soutient la Résolution des NU (*sur l'envoi de Casques Bleus*), et espère que le Soudan renforcera la coopération avec la communauté internationale. Cela sera-t-il efficace?

AFFAIRES ETRANGERES

En **Somalie**, tous les facteurs déstabilisants existent : lutte pour des ressources naturelles rares, trafics, pastoralisme opposé à l'agriculture, migrations, fondamentalisme. Les islamistes somaliens, appelés désormais Cours islamistes, qui contrôlent la capitale Mogadisho et le Sud, ont mis à l'écart leur gouvernement. Sous la houlette de la Ligue Arabe, gouvernement et islamistes se sont mis d'accord en juin pour se reconnaître mutuellement et en septembre, pour avoir une armée unifiée.

Le conflit s'internationalisa, quand l'Ethiopie, pays surtout chrétien qui défend le gouvernement séculier, massa en Somalie ou à la frontière de 6 000 à 8 000 hommes, et selon les islamistes somaliens, 12 000. Les Cours islamistes lui déclarèrent le jihad. L'Erythrée, par antipathie pour l'Ethiopie, envoyait 2 000 hommes en Somalie soutenir la Cour (chiffres NU).

Les pourparlers devaient reprendre à Khartoum où les islamistes refusèrent de quitter leur hôtel tant que des soldats éthiopiens seraient sur leur sol. Les pourparlers furent repoussés *sine die*. Selon l'Ethiopie, cela rend la guerre inévitable. Car les islamistes, appuyés par des Pakistanais, Indonésiens et autres sont un danger pour la corne de l'Afrique. Le Kenya serait entré dans la danse, des Ethiopiens, revêtus de l'uniforme kenyan seraient déployés sur la frontière Somalie /Kenya.

Un nouvel axe politique Soudan, Erythrée, Cours islamistes somalie, semble se mettre sur pied. Il s'agit pour le Soudan d'un renversement d'alliances avec l'Ethiopie et peut-être d'un retour à l'islamisme pur et dur.

Les **Etats-Unis** ont renouvelé leurs sanctions économiques contre le Soudan.

PLAGIAT

Vivre au Soudan aujourd'hui

Il est dans l'intérêt de ceux qui suivent les affaires soudanaises de savoir que l'oeuvre « *Vivre au Soudan aujourd'hui* », publiée par le Temps des Cerises et l'Appel Franco-Arabe, constitue dans sa partie historique qui est signée par Jean-Pierre Bastid, un plagiat de l'ouvrage intitulé « *Soudan* », publié aux Editions du Seuil en 1979, écrit par notre présidente, Simone Dumoulin.

Il s'agit soit de longs copiés-collés - un tiers du texte - soit souvent d'un résumé de son travail.

La connaissance de l'histoire du Soudan a probablement manqué à Jean-Pierre Bastid. Ses co-auteurs, Maurice Curry, Sliman Daggui et Yves Vargas ignorent quant à eux tout de la politique soudanaise. Leurs analyses se bornent à copier sans vergogne les contre-vérités les plus patentées et les plus éculées du gouvernement soudanais.

Il va sans dire que *Vigilance Soudan* dénonce de telles pratiques.

PETROLE, ECONOMIE, ARMES

Un milliard de dollars, c'est la somme que le Soudan voudrait emprunter à la Russie pour que celle-ci puisse lui vendre jets et hélicoptères militaires. La Russie n'a pas répondu. Elle se souvient de fournitures militaires de plusieurs milliards de dollars que l'URSS avait faites à des « régimes progressistes » qui ne furent jamais réglées et alourdirent l'économie soviétique dans les années 70/80. Le Soudan souhaite rééquiper et moderniser ses forces. Il compterait sur la Russie pour les armes modernes et la formation (Kommersant 19 10).

Plus de 50 pilotes sont en formation en Chine pour des hélicoptères que le Soudan a l'intention d'acheter (Sudan to-day 08 11).

Selon des journaux arabes, dont le *Rai el Amm* du 22.11, la société pétrolière chinoise CNPC aurait écrit au gouvernement soudanais que les puits de pétrole qu'elle exploite au Sud contiendraient jusqu'à 60% d'eau. Si la nouvelle était avérée ce serait une catastrophe.

SUD-SOUDAN

Interview de Salva Kiir

Asharq Alawsat

Journal arabe à Londres 13 11. Résumé

Q. : Venue des Casques Bleus au Soudan

R. : ...Nous avons des forces des NU au Sud, dans les Monts Nuba, à Abyei et dans le Haut-Nil Sud. Le gouvernement n'a pas réussi à protéger les citoyens qui sont tués et les femmes qui sont violées. Nous ne voyons pas pourquoi ne pas demander de l'aide de l'extérieur. Cela ne doit pas se faire sans l'accord du Soudan. (*Le 22.11, Salva dit au Caire que l'accord du Soudan n'est pas nécessaire*).

Le problème du Darfour affecte l'accord de paix (du Sud) parce que l'attention de la communauté internationale s'est tournée vers le Darfour. La guerre reviendra au Sud si la paix ne vient pas au Darfour.....

Q. : Fonctionnement de la Présidence (c.à.d. le président et les deux vice-présidents).

R. : Elle fonctionne mais nous différons sur le Darfour et sur la mise en oeuvre des clauses de l'accord de paix qui est très longue. Nous parlons d'un sujet et nous l'abandonnons car nous ne lui trouvons pas de solution. Par exemple la question d'Abyei avait été décidée avant la signature du traité de paix. Mais le Congrès National (CN, parti de Béchir) est revenu sur l'accord. Nous avons commencé à expliquer comment l'administration civile devrait oeuvrer dans la région, ce qui est clair dans l'accord de paix. Si nos partenaires veulent que nous créions quelque chose de nouveau qui n'existe pas dans l'accord, je refuse. La non mise en oeuvre de l'accord le sape. La Présidence ne s'est pas rencontrée depuis un certain temps. Quand nous nous rencontrons, nous sommes en accord sur certains points et en désaccord sur d'autres. (*Ces commentaires furent faits avant le changement politique dont parle l'éditorial*).

Q. : L'ambassade du Soudan aux Etats-Unis ne savait pas que vous vous y rendiez.

R. : Avant d'aller aux Etats-Unis, j'en ai parlé au Président. Il était d'accord. Ce n'est pas à moi d'informer le ministre des Affaires Etrangères (*Lam Akol, un Sudiste très « collaborateur »*), ce n'est pas mon travail. Le ministre devait le dire à l'ambassadeur dès que le président avait approuvé mon projet. L'ambassadeur était à Washington, il n'est ni venu m'attendre à l'aéroport ni me voir à mon hôtel. J'ai le droit de lui demander pourquoi. Les ambassadeurs ou chargé d'affaires m'ont toujours accueilli. Les Américains m'ont d'ailleurs immédiatement emmené. Le travail des ambassades n'est pas mon affaire.

Q. : La dispute Total White Nile

R. : Je ne sais pas qui a des parts dans White Nile. Si vous avez, cette information, donnez-la moi. S'il y a eu un accord avant la paix, c'est inacceptable. Quelles raisons aurais eues White Nile pour faire un accord avec le Mouvement? Celui qui a signé avec cette société a violé l'accord de paix. D'autre part, le contrat fut signé entre Total et Nimeiri en 1980 pour 20 ans. Il n'a pas été rénové depuis. Quand Total a vu qu'un accord de paix allait être signé, il l'a modernisé huit jours avant la signature. Ceci est inacceptable parce que le gouvernement savait qu'une Commission serait établie et que les contrats pétroliers seraient décidés par cette commission, gouvernement du Sud/ gouvernement d'Unité nationale. Si Total fait un procès à White Nile ou au gouvernement du Sud-Soudan, c'est son affaire. Si nous trouvons qu'il y a des gens derrière tout cela, nous prendrons nos mesures.

Q. : Affaires avec le Kenya et l'Ouganda plutôt qu'avec le Nord-Soudan.

R. : Nous n'avons pas encore de commission d'investissement

mais n'avons jamais appris que des sociétés du Nord-Soudan aient demandé à travailler au Sud et n'aient pas été acceptées. Une le fut récemment. Nous avons l'habitude de travailler avec le Kenya et l'Ouganda pendant la guerre et avons continué. (*Donne des exemples pour les deux cas*).

Q. : Etes vous heureux du partenariat avec le Congrès National (CN) ? Son numéro deux a menacé de rompre le traité de paix si vous souteniez la venue d'une force onusienne au Darfour. On dit que le Mouvement n'a aucun rôle au Nord. Un journal de Khartoum (Al Intibaha) parle d'une sécession par le Nord. Avez-vous des contacts avec les chefs de l'opposition?

R. : Je suis toujours au palais présidentiel avec le Président et le vice-président. Vous a-t-on dit que nous nous étions querellés? Si le CN veut rompre l'accord de paix, il doit le dire aux Soudanais et annoncer que la guerre va reprendre au Sud. Les Soudanais peuvent donner leur opinion. Je ne ferai pas plus de commentaires. Le MLPS est très présent au Nord. Le vice-président Ali Osman dit qu'à Halfa il marginalise le CN. Si les gens du Nord veulent la sécession, nous les combattons.

J'ai rencontré Sadiq el Mahdi et Hassan el Tourabi. Je n'ai pas rencontré le leader communiste. Avec Mohammed Osman el Mirghani, nous travaillons continuellement ensemble.

Q. : Relations avec le monde arabe.

R. : Ils ont promis de l'argent à Oslo, très peu l'ont donné bien que nous ayons des dettes à leur égard. Je me suis rendu en Egypte et en Jordanie, je devais retourner en Egypte l'an dernier mais je n'y suis pas allé à cause des événements de septembre (*massacre de réfugiés sud-soudanais par la police*). Je me rends immédiatement en Egypte, en Libye et en Algérie.

L'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) et autres

L'ARS est un rebelle ougandais qui commet depuis deux décennies les pires exactions au Nord Ouganda, au Sud-Soudan et maintenant au Congo. Quatre de ses chefs sont inculpés par la Cour Pénale internationale (CPI). Le Sud-Soudan sert de médiateur entre l'Ouganda et l'ARS et espère arrêter ainsi les déprédations commises chez lui par l'ARS.

(*Salva Kiir in interview par Asharq Alawsat*)

Des problèmes de sécurité ont requis ma présence à Juba. De nombreuses personnes furent tuées. Par exemple, 38 personnes furent tuées en même temps en trois endroits, sur les routes Mankal/Juba, Nimule/Juba et Torit/Juba. Les auteurs des agressions sont inconnus. Il y avait des femmes et des enfants dans des voitures civiles qui furent brûlées. Le second jour, il y eut des attaques dans des villages dans Qumba, au sud-est de Juba. L'ALPS vint sur les lieux et un combat s'ensuivit faisant quatre morts des deux côtés ; 15 attaquants furent faits prisonniers. Je ne veux pas faire de commentaires, parce que nous avons ordonné une enquête auprès des prisonniers pour connaître leur histoire et à quel parti ils appartiennent. Nous verrons si ce sont des civils ou des militaires, des Sudistes ou des gens appartenant à l'ARS et dans ce cas pourquoi ils continuent à tuer des civils alors que nous négocions à Juba.

(suite page 8)

Conférence à Juba sur le pétrole et l'avenir du Soudan

Organisée par ECOS, groupe européen d'associations s'intéressant au Soudan dont Vigilance Soudan est membre fondateur, et le réseau des ONG soudanaises NESI, cette conférence a été suivie par Riak Machar, le vice-président du Sud-Soudan, son épouse Angela Teny, secrétaire d'Etat fédérale à l'énergie, de nombreux ministres, membres du Parlement, gouverneurs, représentants de la société civile nationale et internationale, agences des NU, compagnies pétrolières, presse, savants etc.

Les membres de la société civile se réunirent après la conférence et recommandèrent au gouvernement fédéral et à celui du Sud-Soudan :

de mettre en oeuvre la commission pétrolière; (fait)

d'utiliser les revenus pétroliers pour des projets destinés au peuple. Les gouvernements sont responsables des compensations et de la réinstallation des populations affectées.

Ils demandèrent aux sociétés pétrolières le respect des communautés locales et de leurs cultures et de suivre les niveaux environnementaux internationaux.

Ils recommandèrent à tous d'adopter un système transparent.

CORRUPTION

« Si le quota du Sud-Soudan pour le pétrole est utilisé convenablement et si le gouvernement pratique une bonne gouvernance, cela améliorera le niveau de vie des gens. » Cette déclaration de Jeni Klugman, chef économiste de la Banque Mondiale pour le Soudan et l'Ethiopie, faite lors de la conférence sur le pétrole à Juba, laisse entendre qu'il y a corruption.

Mme Klugman a expliqué à la stupéfaction générale que le revenu *per capita* au Sud-Soudan était de 200 \$, au Darfour de 25 \$, que (depuis son existence) le Sud-Soudan avait reçu 2 148 milliards \$ entre les revenus pétroliers et l'aide américaine.

Quelques corrompus font tout le mal Règne de la corruption

Sudan to-day n°2, Extraits résumés
<to_daysudan@yahoo.com>

Le Parti du Congrès National (CN, Béchir) est immergé dans la corruption. Son numéro trois, le professeur Ibrahim Ahmed Omar, homme non corrompu, reçut quelque 150 millions de dollars pour le parti. Il déposa l'argent sur le compte de sa femme par discrétion. Elle refusa de le rendre : « C'est l'argent de mes enfants ». Le professeur menaça sa femme de divorce, leurs parents intervinrent. Sans résultat. Le parti, plein de compassion, décida de ne pas poursuivre. Honteux, le professeur se retira des feux de la rampe jusqu'à ce qu'il revienne récemment pour menacer le MLPS d'abroger le traité de paix du Sud s'il continuait à soutenir le déploiement des forces NU au Darfour.

Selon des membres du CN, le journaliste retrouvé décapité, Mohammed Taha, aurait obtenu des documents prouvant la corruption et les activités de blanchiment d'argent de membres importants du CN. Il les aurait fait chanter. Ces membres du CN lui aurait offert un milliard de dinars. Sans résultat. C'est pourquoi ils le firent tuer.

Mais on pouvait espérer qu'un nouveau parti comme le MLPS aurait appris la leçon. Le syndicat de corruption de Justin Yac, ministre des affaires du cabinet du Sud-Soudan et Arthur Akwien, un autre officiel, se servirent d'énormes ressources. Le budget de 2005 alloua au poste de Justin

plus de 2 millions de \$. Il arriva à en obtenir sept. Il se mit tout dans la poche. Personne ne lui demande ce qu'il avait fait des 20 millions de dollars destinés à la réinsertion des déplacés.

Selon des documents obtenus par Sudan to-day, Garang Deng Aguer obtint d'Arthur Akwien une lettre de garantie de 300 millions \$ qui furent enlevés du budget 2006 et ne seront éventuellement jamais retrouvés. C'est Arthur qui le protégea quand il réquisitionna 10 millions de dinars alors qu'il était gouverneur du Bahr el Ghazal Nord. Garang Deng qui passa des mois en prison à Khartoum pour avoir contrefait de l'argent, possède maintenant trois avions, 50 camions et tankers de pétrole etc. etc.

Le syndicat Arthur /Justin prêta 100 millions \$ à Martin Malwal Arop. Il accorda à Martin un contrat pour 20 véhicules gouvernementaux et à Ayii Dwang un contrat pour les meubles des bureaux gouvernementaux. Les factures furent gonflées. Ayii possède désormais entre autres un hôtel à Juba. Arthur lui permit de piquer 2 millions \$ avec ses contrats.

Selon un document, Osman Ibrahim el Tawil se dit ministre du développement du Sud-Soudan – poste qui n'existe pas. Il a signé un contrat avec une société émirati. Il se débrouilla pour sceller le contrat d'un sceau portant « conseiller présidentiel ». Il sait qu'Arthur paiera.

Lam Akol, le ministre fédéral sudiste des Affaires Etrangères, s'y mit aussi. Selon un autre document, son directeur de cabinet écrivit à une société à propos de projets pour la santé au Sud. Interrogé, il répondit: « Je dois faire ce que le président Béchir me dit ».

Il faut demander à Salva Kiir de relever de leurs fonctions Justin Yac et Arthur Akwien à Juba, Lam Akol, Telar Deng, le secrétaire d'Etat à la Présidence, et Aleu Ayani à Khartoum. On ne lui reprochera pas de les remplacer par des membres de son clan (sous-entendu, qui sont honnêtes).

Quid de Riak Machar, le vice-président du Sud-Soudan, qui a une grande réputation de corruption?

Salva Kiir sur la corruption (in interview de Asharq Alawsat)

Q. : On dit que le MLPS a reçu 1 milliard de dollars pour sa part du pétrole mais que rien de concret n'a eu d'impact sur la vie des Sudistes. Est-ce vrai?

R. : Je ne peux faire de commentaire sur cette question, mais vous devez aller au Sud, à Juba, Malaka et Wau pour voir par vous-même s'il y a quelque chose de neuf ou pas. Les ouvriers dépensent leurs salaires, et vous pourrez demander si c'est ce qui se passe ou pas et si le milliard de dollars dont vous parlez est arrivé ou non, et si oui, quand. Ces choses n'ont pas besoin de mon commentaire mais d'être vues. S'il est confirmé que les sommes n'ont pas atteint leur but, nous avons pour combattre la corruption une commission et le département du Commissaire aux comptes dans le gouvernement du Sud-Soudan qui peuvent prendre les mesures nécessaires. S'il y a eu détournements, les responsabilités doivent être prises. Je ne protégerai personne quel que soit son rang s'il est prouvé qu'il est corrompu.

(Salva Kiir a dit, lors de son interview, qu'il ignorait qui avait signé le contrat avec White Nile. Selon cette société, il le fut avec le MLPS auquel elle a donné beaucoup d'actions. Si Salva ignore tout, c'est dire que ces actions n'appartiennent ni au MLPS, ni au gouvernement du Sud-Soudan. Preuve de la corruption de quelques-uns. V.S.)

S O M M A I R E

Monstruosités au Darfour, Forces Hybrides	
Au Sud, Vent d'espoir <i>Bételgeuse</i>	p. 1
Darfour	
Confessions d'un janjawid repent <i>BBC / The Times</i>	p. 2
Appel des Intellectuels arabes	p. 2
Déshonneur au Darfour <i>Aijaz Zaka Sayed</i>	p. 2
Sud-Soudan	p. 6
Interview <i>Salva Kiir</i>	p. 6
Règne de la Corruption <i>Sudan to-day</i>	p. 6
Le point de vue de <i>Salva Kiir</i>	p. 6
Accords de paix de l'Est	p. 4
Une décision arrogante : Pronk	p. 4
Sommet sino-africain	p. 5
Plagiat : Vivre au Soudan aujourd'hui	p. 5
Affaires Etrangères	p. 5
Armes, Pétrole, Economie	p. 5
Droits de l'homme	p. 8
Dernière heure	p. 8

Dernière minute

Le Procureur de la Cour Pénale Internationale présentera son rapport sur le Darfour au Conseil de Sécurité le 12 décembre.

*Vigilance Soudan
souhaite
à ses lecteurs
et à tous les Soudanais
un Joyeux Noël
et une bonne année 2007*

(SUD-SOUDAN, L'Armée de Résistance du Seigneur, suite de la page 6)

Les citoyens de Juba sont très montés contre l'ARS parce que nous lui avons fourni de la nourriture dans leurs points de rencontre et que leur délégation est maintenant à Juba. S'ils continuent à tuer des citoyens, tant l'aide que les négociations doivent cesser ; nous devons nous battre contre eux, disent-ils. J'ai rejeté cette façon de penser. Le président ougandais est venu demander aux deux délégations d'activer les négociations.

Nous avons fait des propositions. Mais toutes les fois qu'on s'approche d'un accord, les ARS disent qu'ils doivent en référer à leur chef au Congo. S'il paraît certain qu'ils ne veulent pas la paix, ils ne resteront pas à Juba et nous dirons au monde que nos négociations ont échoué.

(Les attaques dont parle Salva ont été aussi attribuées à une milice qui a choisi de rejoindre l'armée gouvernementale qui n'en n'a pas voulu. Elle est donc restée au Sud. Béchir, venu à Juba manifester son grand désir de sécurité au Sud, a semblé dire qu'il s'en occuperait VS).

DROITS DE L'HOMME...

Mohammed Fateh Ibrahim, (Mo Ibrahim), self-made man soudanais, a vendu sa société de télécommunications pan-africaine à la Koweiti MTC pour 3,4 milliards de dollars.

Il vient de fonder un prix annuel de 5 millions de dollars, à être donnés en 10 paiements annuels de 500 000 dollars, plus après les 10 ans, 200 000 dollars destinés à des projets, prix destiné à un chef d'Etat africain subsaharien. Pour être éligible, le chef d'Etat doit avoir quitté le pouvoir- un encouragement à ne pas s'y accrocher. Il devra aussi avoir « amélioré la vie de ses concitoyens de manière significative. » C'est un prix de bonne gouvernance. Le prix sera accordé par un comité nommé par la fondation Mo Ibrahim qui inclut Marie Robinson, ancienne présidente d'Irlande et Salim Salm, ancien leader de l'OUA. Kofi Annan a été approché pour le présider. Ce comité sera informé par, mais pas tenu d'obéir à, une « table de gouvernance » organisée par Robert Rotling qui enseigne la politique publique à l'école Kennedy de gouvernement, Université de Harvard. L'information concernera 50 variables axés sur le développement économique et la sécurité. Si personne ne mérite le prix, il ne sera pas attribué.

Les avantages et inconvénients du prix, comparés à d'autres investissements, donnent lieu à de grands débats.

L'avocat Four Salih Mahmoud Osman a reçu le grand prix de Human Rights Watch. Il a défendu bénévolement et quelle que soit leur appartenance ethnique, des centaines de victimes de violations des droits de l'homme au Darfour, détenues arbitrairement et torturées pour avoir contesté la politique gouvernementale ou avoir appartenu à la même tribu que les rebelles. Il a travaillé avec la Sudan Organization Against Torture (SOAT).

Le très courageux **Cardinal Gabriel Zubeir Wako**, a célébré le 25ème anniversaire de sa nomination à la tête du diocèse de Khartoum.

La seule explication que l'on ait concernant le **meurtre du journaliste Mohammed Taha**, se trouve *in* Sud-Soudan, Corruption.

Al Fahir Satti, journaliste de *Al Sahafa* est **prisonnier au secret** sans que personne n'en ait été avisé (Sudan Tribune, 24 11). Le dernier d'une longue liste.

Le MLPS a porté plainte contre le journal *Al Intibaha*, l'accusant de promouvoir des sentiments raciaux et religieux contre le Mouvement pour créer une sédition (Juba Post, 24.11).

Le MLS Abdel Wahad el Nour à Paris

Il a été invité à Paris pour montrer avec quel sérieux la France prenait la renégociation d'éléments du traité de paix et probablement l'inciter à plus de souplesse.

Les rebelles ne voulaient plus du chef de la délégation soudanaise à Abuja, d'une rigidité si hautaine que même certains membres de sa délégation avaient démissionné. Khartoum parla d'Abdallah Gosh, le patron de la Sécurité, puis de l'ancien ministre des Affaires Etrangères. L'Erythrée devait être médiateur. Selon l'accord (?) d'Addis ce serait l'UA et les NU.

Abdel Wahad a certes été remplacé à la tête de l'ALS non-signataire par un autre Four, mais il est toujours le seul à être reconnu par la communauté internationale. C'est le chef historique, le premier à avoir exprimé clairement les revendications des Darfouris concernant la paix, un homme intelligent qui sait s'exprimer clairement. D'un côté plus négatif, il n'a aucun souplesse dans ses relations avec son remplaçant. Il semble vouloir aussi s'adresser à tout le Soudan. D'ici là, les Darfouris seront-ils tous morts ?